



Déclaration Unsa Education CDEN du 31/08/2017

Monsieur le Directeur Académique des services de l'Éducation Nationale,

Monsieur le Vice-Président du Conseil départemental

Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Nous nous retrouvons dans le cadre de ce CDEN exceptionnel décidé suite à la parution très tardive du décret « Blanquer » qui offre la possibilité de remettre en place la semaine scolaire sur 4 jours. Nous en prenons acte mais regrettons la grande précipitation avec laquelle ce décret se met en place.

Au premier Conseil supérieur de l'Éducation de l'actuelle mandature, le 8 juin, qui, je le rappelle, a donné un avis défavorable au projet de décret, l'UNSA Education a défendu sa vision d'une École qui garantit des conditions d'enseignement favorables aux plus fragiles et exprimé son souhait de voir l'École protégée des polémiques.

L'Unsa Education défend les 5 matinées par semaine. Nous sommes convaincus que 20% de matinées de classe en moins pour les élèves les plus jeunes est préjudiciable à ceux qui ont le plus besoin d'école. La nouvelle organisation de la semaine scolaire, avec 5 journées, a permis d'octroyer du temps supplémentaire aux élèves pour les apprentissages fondamentaux en même temps que la possibilité de participer à des activités périscolaires dont ils ne profitaient pas forcément auparavant.

Le retour en arrière rendu possible de manière précipitée par le décret du 27 juin, va à l'encontre de ce que la plupart des experts constate et préconise, au sujet de la semaine scolaire française qu'ils jugent trop courte... La semaine à 4 jours et demi n'a certes pas fait ses preuves dans sa mise en œuvre mais on doit lui donner une chance d'être évaluée au plan pédagogique. Elle est en effet plébiscitée par de nombreux chercheurs en raison de l'impact sur les apprentissages fondamentaux...

Il est à noter également qu'un rapport du sénat et du CESE sont tous deux favorables au maintien de la semaine de 5 jours. Alors pourquoi un détricotage si pressé ? On doit s'interroger sur les finalités de cette décision prise dans l'urgence ! Le souci d'économie ne primerait-il pas sur l'intérêt des enfants ?

En revanche, cela ne saurait être la seule mesure sur les rythmes scolaires car les 5 matinées par semaine doivent s'allier à une réorganisation complète du calendrier annuel.

Aujourd'hui, les études de l'OCDE le démontrent, les écoliers français ont le nombre de jours d'école le plus faible d'Europe, et les journées les plus longues. En revenant à 4 jours par semaine, les enfants concernés n'auront que 144 jours d'école alors que la moyenne de l'OCDE est de 180 jours.

Pour l'Unsa Education, il est urgent de revoir le calendrier annuel et de mettre en place une alternance 7 semaines de classe et deux semaines de vacances pour après revoir l'organisation de la semaine puis de la journée et non faire l'inverse.

De ce point de vue, il faut espérer que la réflexion ouverte par le ministre sur le temps et l'espace de l'enfant en tiendra compte.

Laisser des communes revenir à la semaine des 4 jours au moment où il faudrait avancer sur la réforme du calendrier scolaire apparaît dès lors comme un non-sens.

Revenir à la semaine des 4 jours constitue également une rupture d'égalité sur le territoire, pouvons-nous accepter que selon où il habite, un enfant ait accès à 5 jours d'école, quand un autre en aura 4 jours. De plus, certaines communes auront un projet éducatif de territoire d'autres non . Pourtant le PEDT, en complément de l'école est là pour répondre avant toute chose à l'intérêt de l'enfant.

Nous constatons et déplorons nous aussi que certaines communes de Gironde se précipitent sur sa mise en application faisant parfois même fi du rôle des Conseils d'école et de la concertation sur le sujet. Certes, la semaine de 5 jours, avec ses amendements, a connu des difficultés de mise en route et elle a suscité une vague d'opposition chez les enseignants comme chez les maires. Chacun a cependant

œuvré pour sa mise en place et il est bien regrettable que tant d'efforts ne soient ni mesurés, ni récompensés car aucun résultat n'a été évalué.

Cette semaine à 4 jours et demi avait bien pourtant comme objectif la réussite des élèves, avec 5 matinées à disposition des apprentissages scolaires, des journées moins longues et du temps pour des activités de loisir ou de culture... La seule conclusion a été : « les enfants sont trop fatigués... » Mais quelle est en réalité cette fatigue ? Seront-ils moins fatigués après 6 heures de classe ? Les programmes scolaires seront-ils moins importants de manière à pouvoir les répartir sur 4 jours ? Tous les enfants se reposent-ils le mercredi ? Et enfin, l'Education nationale donne-t-elle une image sérieuse et réfléchie en changeant de rythmes pour la 3ème fois depuis 2008 ? L'UNSA Education a réclamé la mise en place, "dès septembre", d'une évaluation "pour comparer l'impact des deux types d'organisation de la semaine qui devraient cohabiter". La publication tardive du décret autorisant une nouvelle dérogation possible (4 journées de 6h) a mis la communauté éducative sous tension à la sortie des classes.

Nous avons alerté sur les conséquences d'un changement d'organisation sur les enfants, les familles, les enseignants, les collectivités territoriales et leurs élus et tous les personnels engagés sur le temps périscolaire. Dans le temps tout d'abord, en 7 semaines à peine, tout devait être opérationnel. Des intervenants de TAP ont été licenciés, les parents ont du se réorganiser, de nouveaux accueils périscolaires ont été nécessaires,... Ce décret ouvre la voie à un énième retour en arrière sans évaluation et sans permettre de poser un regard partagé sur ce qui est bénéfique pour les apprentissages des élèves, en particulier les plus fragiles. Un nouveau changement de pied donne le sentiment aux familles que l'on « bricole » avec l'emploi du temps de leurs enfants sans vraiment savoir ce qui leur est le plus favorable.

Qu'en est il enfin du groupe d'appui départemental et du comité de suivi académique qui pourraient être utilement réunis nous semble t il dans la phase actuelle ?

Pour l'UNSA Education, notre boussole reste la même. La semaine scolaire doit répondre à l'intérêt de l'élève en priorité, de la qualité du temps scolaire et

périscolaire, de son articulation pour favoriser sa réussite. Elle ne doit pas minorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle des agents, ni omettre la question du coût pour les communes. Mais lorsque les intérêts des uns ou des autres divergent, cela rend l'équation problématique et finalement on en perd l'objectif premier, surtout dans l'urgence.

Merci de votre écoute.

Les représentants Unsa Education 33

Philippe DESPUJOLS  
Cédrine SANCIER  
Evelyne BRUN